

# **Les entreprises-monde : les moyens de l'internationalisation**

- 1. La confusion des termes**
- 2. Les investissements directs étrangers (IDE) dans le monde**
- 3. Les IDE en France et de la France**

# 1. La confusion des termes

La localisation d'une entreprise à l'étranger consiste de la part de celle-ci à implanter à l'étranger une filiale dont elle contrôlera au moins 50% du capital.

La filiale en question peut avoir trois fonctions principales :

- une fonction de vente : on parle de filiale-relais
- une fonction de production : filiale-atelier
- une fonction de recherche et développement (R&D) : filiale-laboratoire.

La localisation d'une entreprise à l'étranger ne signifie donc pas nécessairement un transfert d'activité de cette entreprise : il peut s'agir simplement d'une implantation dans le but de profiter de l'ouverture d'un marché ou dans le but de profiter d'une compétence technique liée à la recherche.

La délocalisation d'une entreprise doit être comprise dans deux sens différents :

- un transfert total ou partiel d'une activité qui existait sur le territoire national pour profiter d'un marché extérieur ou d'une compétence extérieure.

Dans ce cadre, la délocalisation est très proche de la localisation.

- un transfert total ou partiel d'une activité qui existait sur le territoire national, dans le but de réexporter ensuite les produits réalisés.

Ici, la délocalisation consiste bien à rechercher ailleurs des conditions productives jugées plus rentables que dans le pays d'origine, et cela se traduit souvent par des pertes d'emplois dans ce pays d'origine.

Il faut remarquer que ces termes sont également valables pour des entreprises étrangères implantées dans un territoire étranger.

Si une maison-mère étrangère décide de transférer une filiale d'un pays étranger vers un autre pays étranger, il peut s'agir soit d'une localisation (saisir une nouvelle opportunité) soit d'une délocalisation au sens courant du terme.

Quand une entreprise détient au moins une filiale à l'étranger (contrôle d'au moins 50% du capital) elle devient une firme multinationale (FMN).

Selon la CNUCED (conférence des Nations-unies sur le commerce et le développement) il y a en 2015 83 000 FMN qui contrôlent 810 000 filiales étrangères.

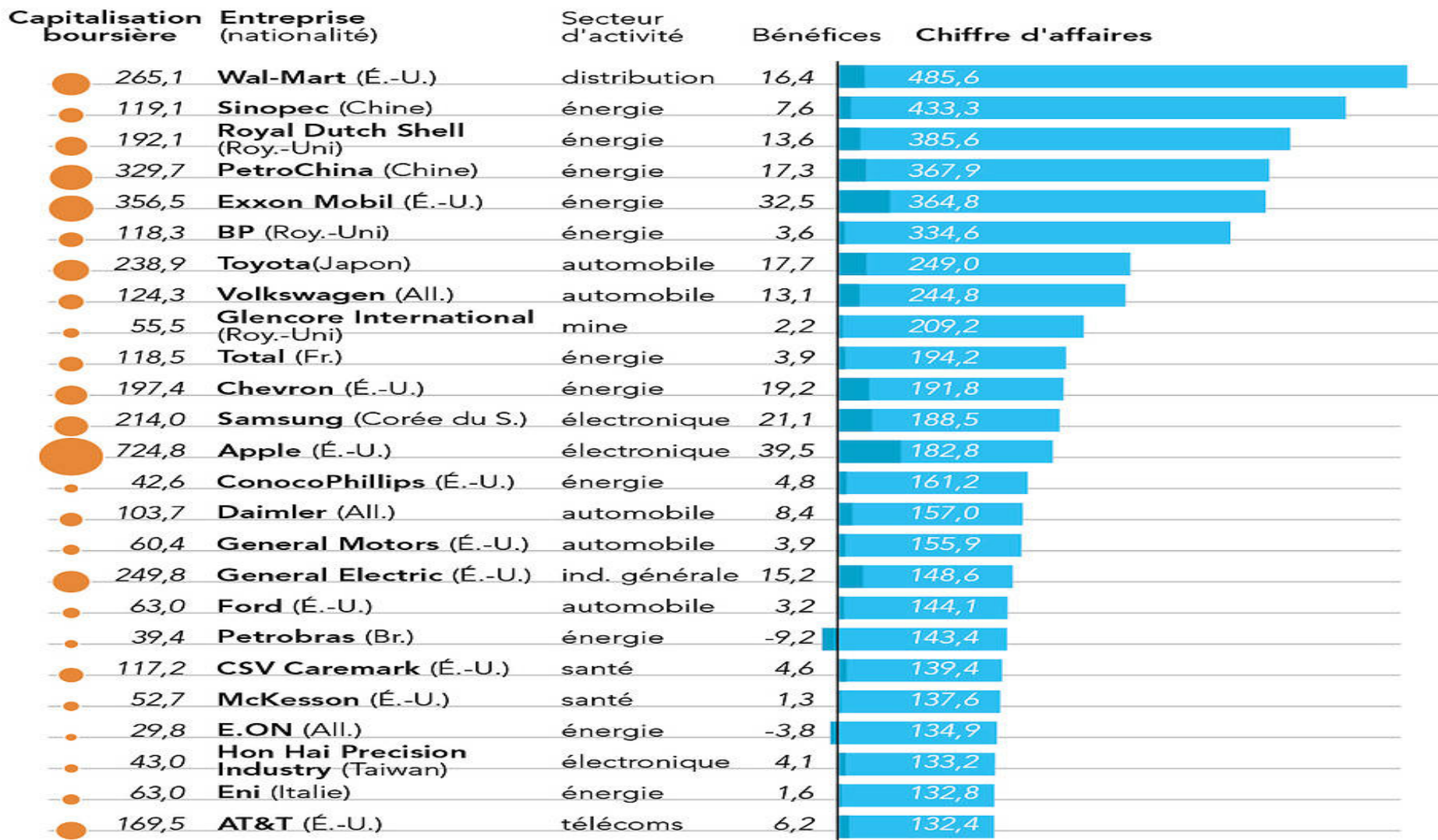
Elles emploient 68 millions de personnes et réalisent près du tiers du PIB mondial.

Il faut remarquer que dans ces FMN on peut distinguer les FMN publiques contrôlées par les pouvoirs publics : il y en a 1 500 qui contrôlent 86 000 filiales (soit presque 10 % du total).

## 25 PREMIÈRES FIRMES MULTINATIONALES, 2015

Situation au 31 mars 2015.

Classement selon le chiffre d'affaires des entreprises cotées en bourse, hors secteurs bancaire et financier.  
(en milliards de dollars)

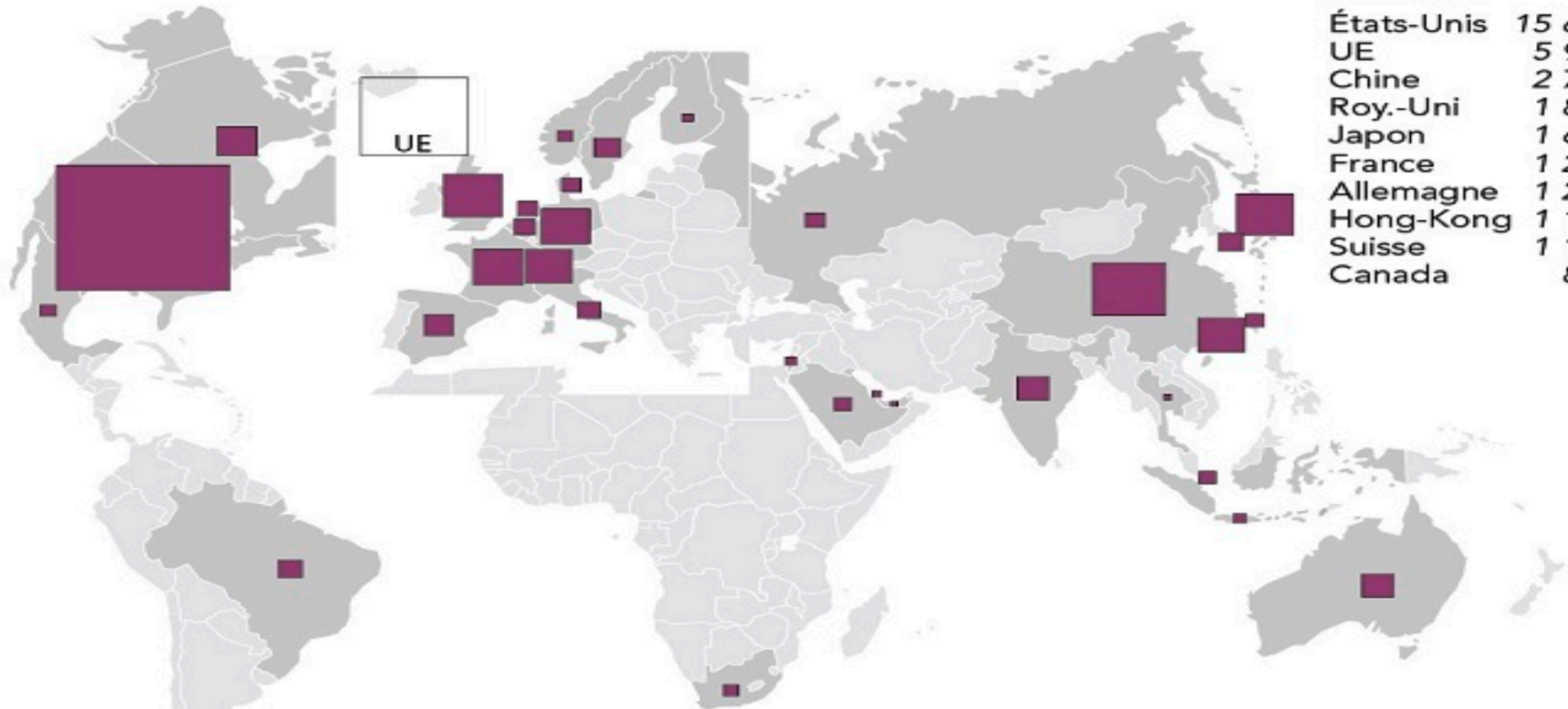


Source : *Financial Times*, « FT Global 500 », 2015, [www.ft.com](http://www.ft.com)

© FNSP - Sciences Po, Atelier de cartographie, 2015

# LES 500 PREMIÈRES FIRMES MULTINATIONALES, 2015

## Localisation du siège social



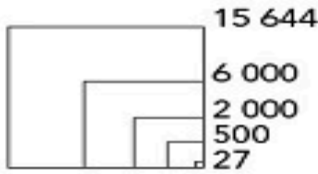
**Maximum**

États-Unis	15 644
UE	5 987
Chine	2 755
Roy.-Uni	1 813
Japon	1 678
France	1 254
Allemagne	1 208
Hong-Kong	1 123
Suisse	1 103
Canada	817

Firmes dont le siège social est partagé entre deux pays :

- Australie / Roy.-Uni
- Pays-Bas / Roy.-Uni
- États-Unis / Roy.-Uni

### Capitalisation boursière (en milliards de dollars)



Le classement compte les 500 premières firmes multinationales en termes de capitalisation boursière à la date du 31 mars 2015.

Source : Financial Times, « FT Global 500 », 2015, [www.ft.com](http://www.ft.com)  
 © FNSP - Sciences Po, Atelier de cartographie, 2015

La plus grande partie des FMN ne sont donc pas des grandes entreprises.

C'est pour cela que la CNUCED a souhaité forger un autre terme : la **Firme transnationale (FTN)** que l'on appelle également **firme globale**.

Une FTN est une entreprise dont les filiales à l'étranger représentent au moins 30% du chiffre d'affaires global : les FTN sont donc très internationalisées.

La définition d'une FTN repose également sur l'aspect pluriel de sa stratégie d'internationalisation : elle conçoit la mondialisation comme un projet global (à l'inverse d'une « simple » FMN qui peut n'avoir qu'un seul projet).

Pour une FTN, la planète n'est qu'un seul pays dans lequel il faut savoir se déplacer au gré des opportunités : productives, commerciales, techniques, fiscales, politiques... C'est pour cela qu'on les appelle les firmes globales.

## **2. Les investissements directs étrangers (IDE) dans le monde**

**Pour qu'une entreprise accède à la dimension internationale, elle doit donc investir dans un pays étranger : c'est ce que l'on appelle les IDE.**

**Un IDE se définit par la prise d'un intérêt durable dans une activité de production, de commerce ou de recherche sur un territoire étranger.**

**De façon concrète, on parle d'IDE quand :**

- une entreprise mère contrôle au moins 10% d'une entreprise à l'étranger.**
- quand cette prise de contrôle dure au moins un an.**

**Il faut donc distinguer un IDE d'un investissement de portefeuille : celui-ci a un but essentiellement financier. Dans la pratique, la distinction n'est pas toujours évidente.**



**Il faut constater que tous les IDE ne sont pas des délocalisations : par exemple quand la firme Total investit dans un champ pétrolier, il s'agit bien d'un IDE mais pas d'une délocalisation.**

**En revanche, toutes les délocalisations sont bien des IDE.**

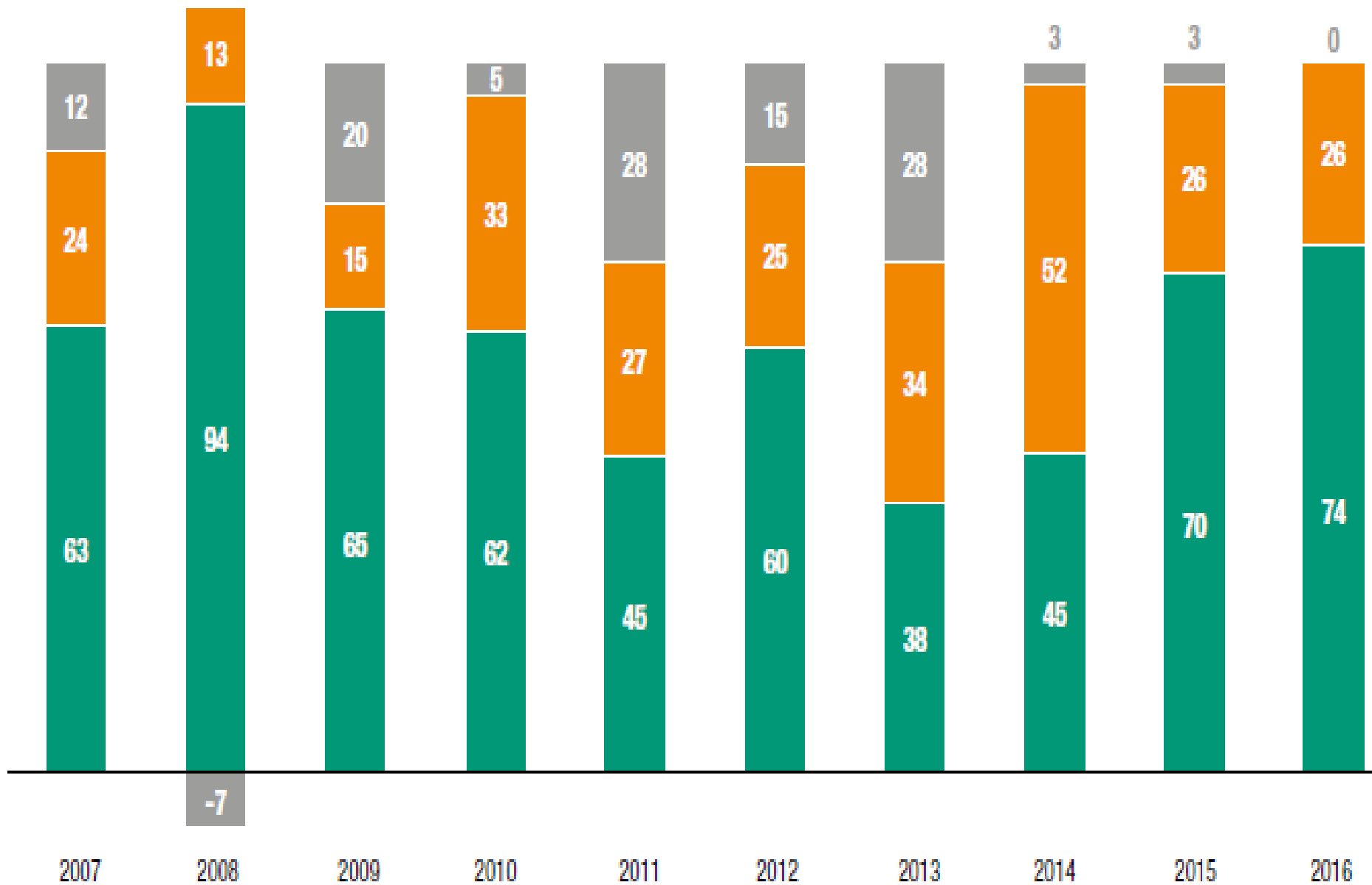
**Un IDE peut prendre trois formes principales :**

- un investissement « green field » : l'entreprise mère crée à l'étranger une structure productive ou commerciale qui n'existait pas : c'est actuellement la forme la plus répandue : en 2016 cela représente 76% des IDE.

- une opération de fusion-acquisition : une firme prend le contrôle d'une entreprise étrangère à au moins 10% de son capital (à distinguer donc de la notion de filiale) : 26% des IDE aujourd'hui.

- le réinvestissement de bénéfices dans la société étrangère contrôlée ou des opérations de prêts entre maison mère et société contrôlée.

# Evolution des grandes formes d'IDE



**Pour analyser les IDE dans le monde, il faut distinguer les IDE entrants et les IDE sortants.**

**- les IDE entrants concernent les pays qui reçoivent des IDE : par exemple, en 2016, les économies développées ont reçu 59% des IDE mondiaux, soit 1 032 milliards \$**

**- les IDE sortants sont les investissements réalisés par des entreprises d'un pays vers un autre pays.**

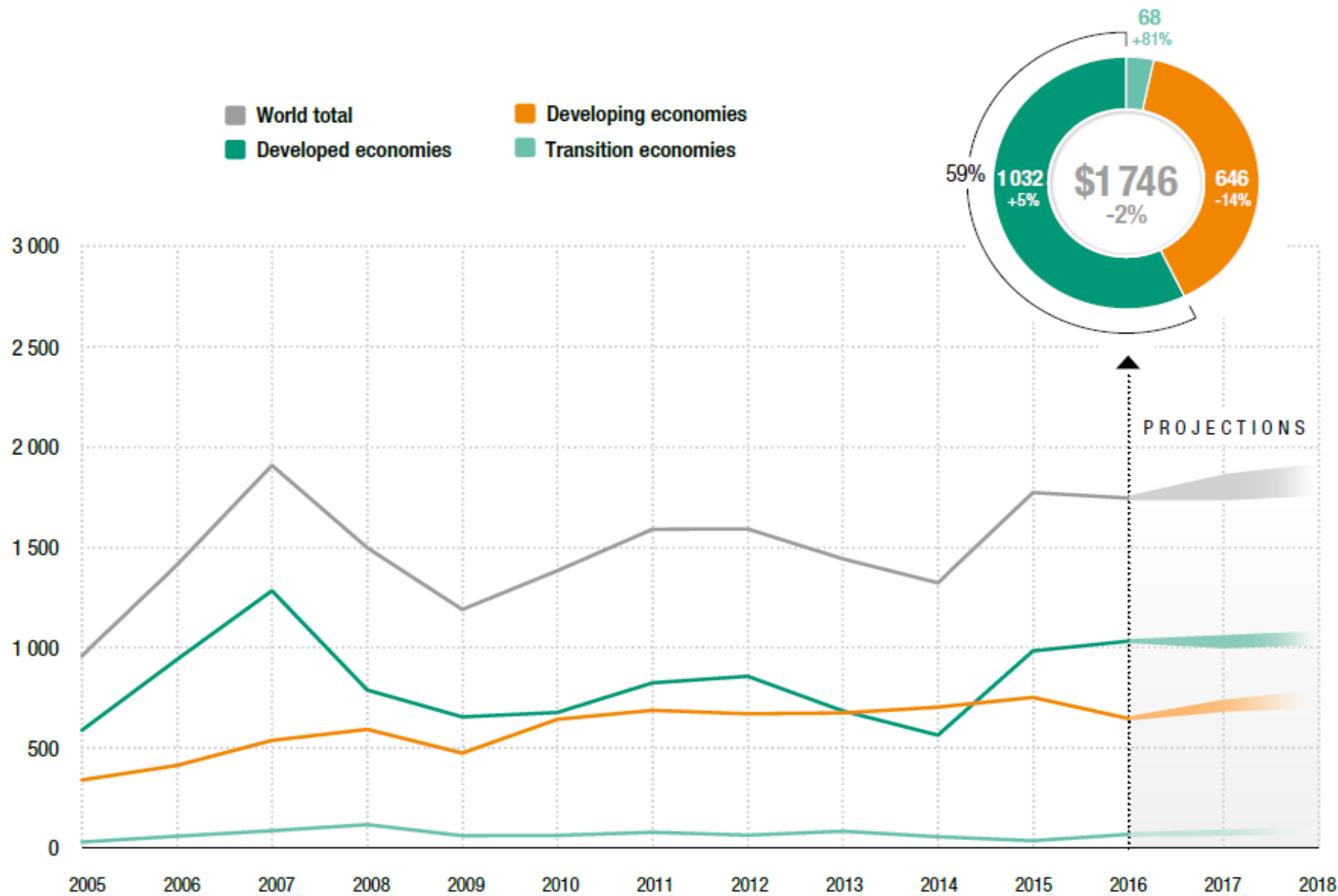
**A priori il devrait y avoir égalité stricte entre IDE sortants et IDE entrants. Pour des questions de calcul et de surveillance, ce n'est pas le cas : en 2016 il y a 1 746 milliards \$ d'IDE entrants et 1 452 milliards \$ d'IDE sortants, soit une différence de 294 milliards \$.**

**Globalement, les pays qui investissent et qui reçoivent les IDE sont à peu près les mêmes, mais avec des nuances : les Etats-Unis reçoivent 90 milliards d'IDE de plus qu'ils n'investissent, la Chine investit 49 milliards de plus qu'elle ne reçoit, et la France 29 milliards de plus.**

Figure I.1.

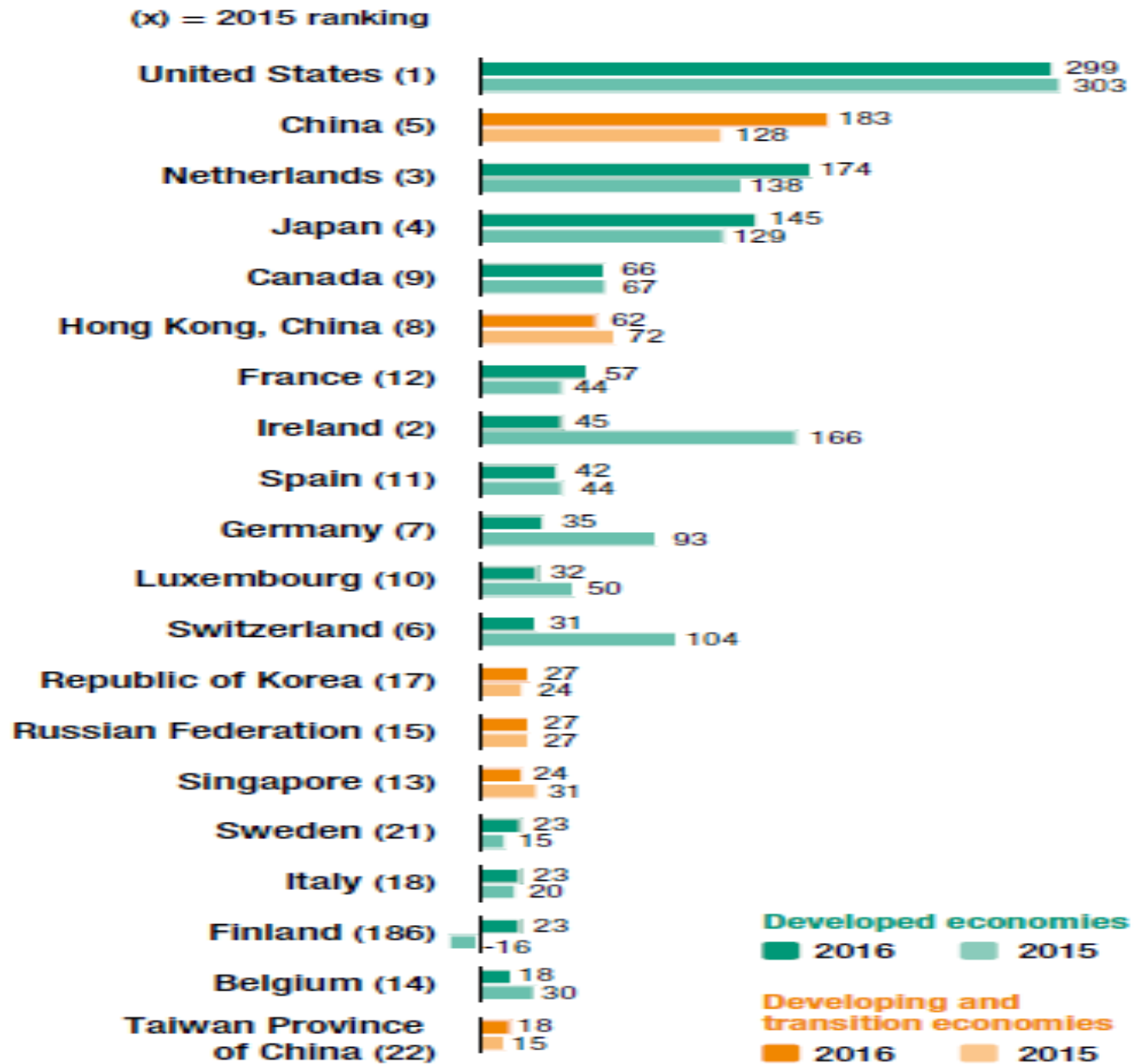
# FDI inflows, global and by group of economies, 2005–2016, and projections, 2017–2018

(Billions of dollars and per cent)



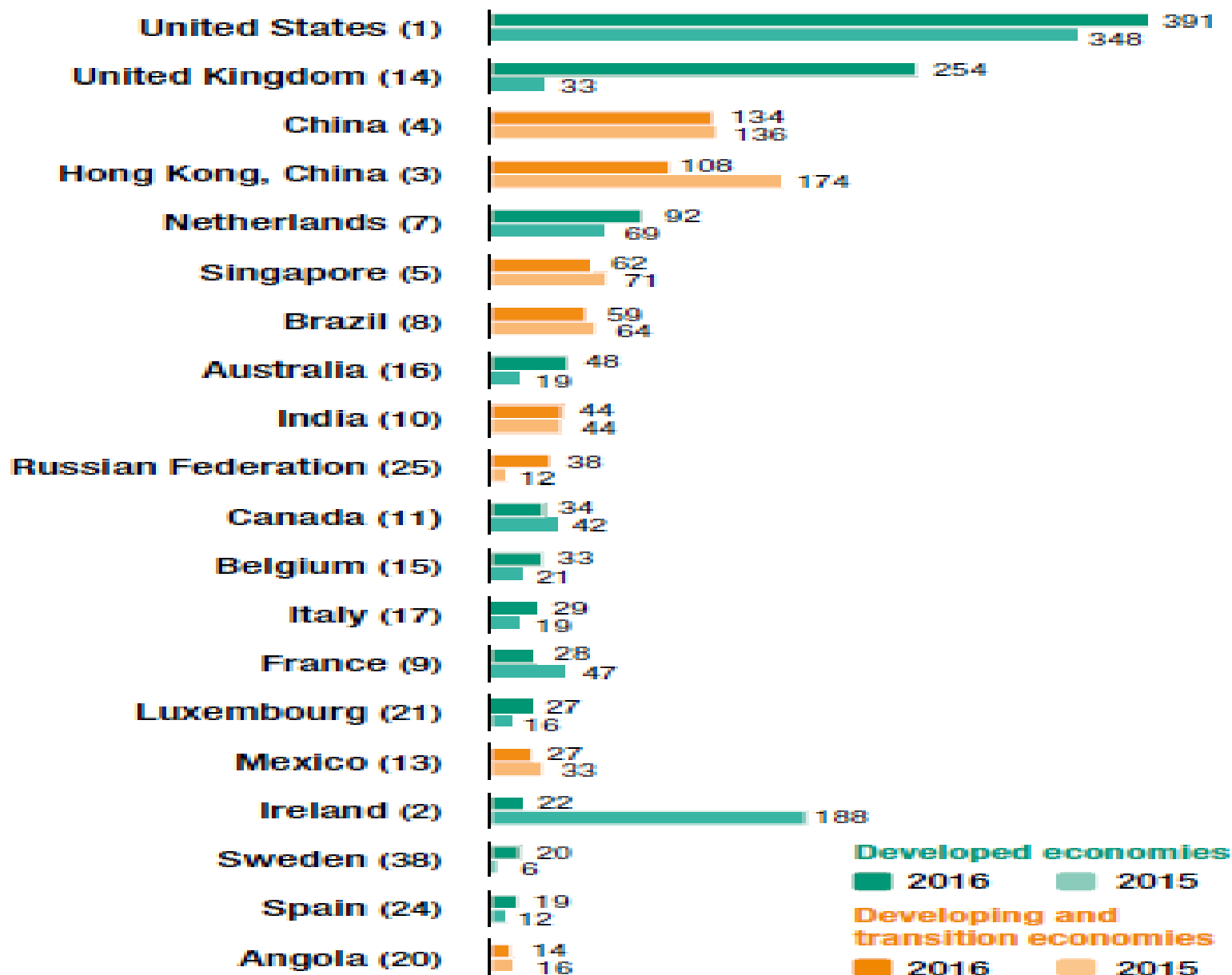
Source: ©UNCTAD, FDI/MNE database ([www.unctad.org/fdistatistics](http://www.unctad.org/fdistatistics)).

# Les grands pays investisseurs dans le monde en 2016

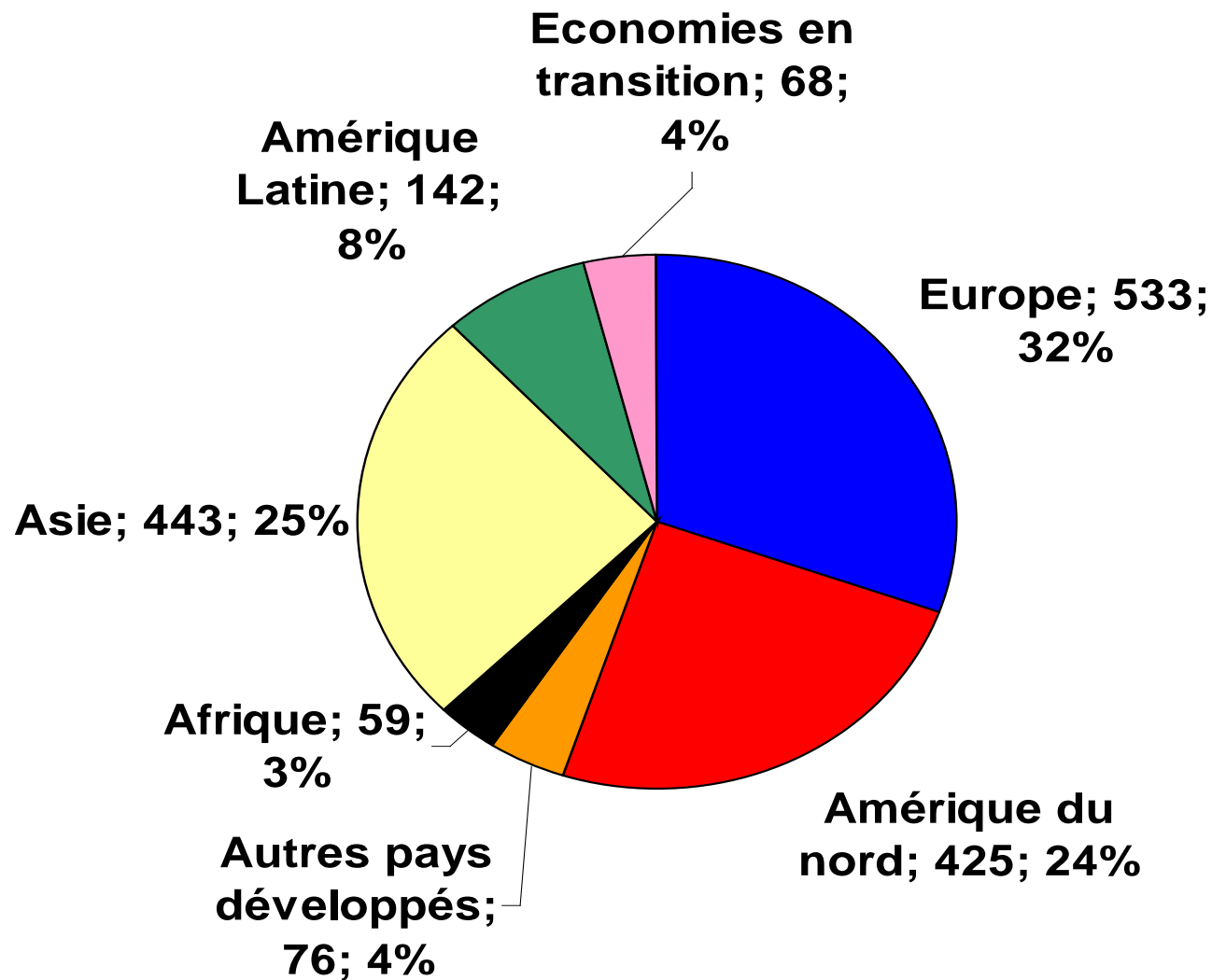


# Les grands pays destinataires des IDE en 2016

(x) = 2015 ranking



# Destination des IDE mondiaux en 2016 en milliards \$ et en %



**Pour comprendre l'importance de la notion d'IDE dans l'économie-monde, il faut également distinguer les flux d'IDE et les stocks d'IDE :**

- les flux d'IDE sont les IDE qui sont réalisés chaque année par les entreprises.**

- les stocks d'IDE sont le total des avoirs à but productifs ou commerciaux détenus par des entreprises dans des territoires étrangers : il s'agit donc du cumul des flux desquels on retire les opérations de destruction d'investissements (fermeture définitive d'entreprise par exemple).**

**Les stocks d'IDE entrants représentent 26 728 milliards \$ et les stocks sortants 26 160 milliards \$. Ceci représente en 2016 35.5% du PIB mondial contre 9.6% en 1990.**

**On peut donc estimer que plus du tiers de la production mondiale est réalisée par des entreprises détenues par des FMN, ce qui est considérable : c'est l'image de l'économie-monde.**

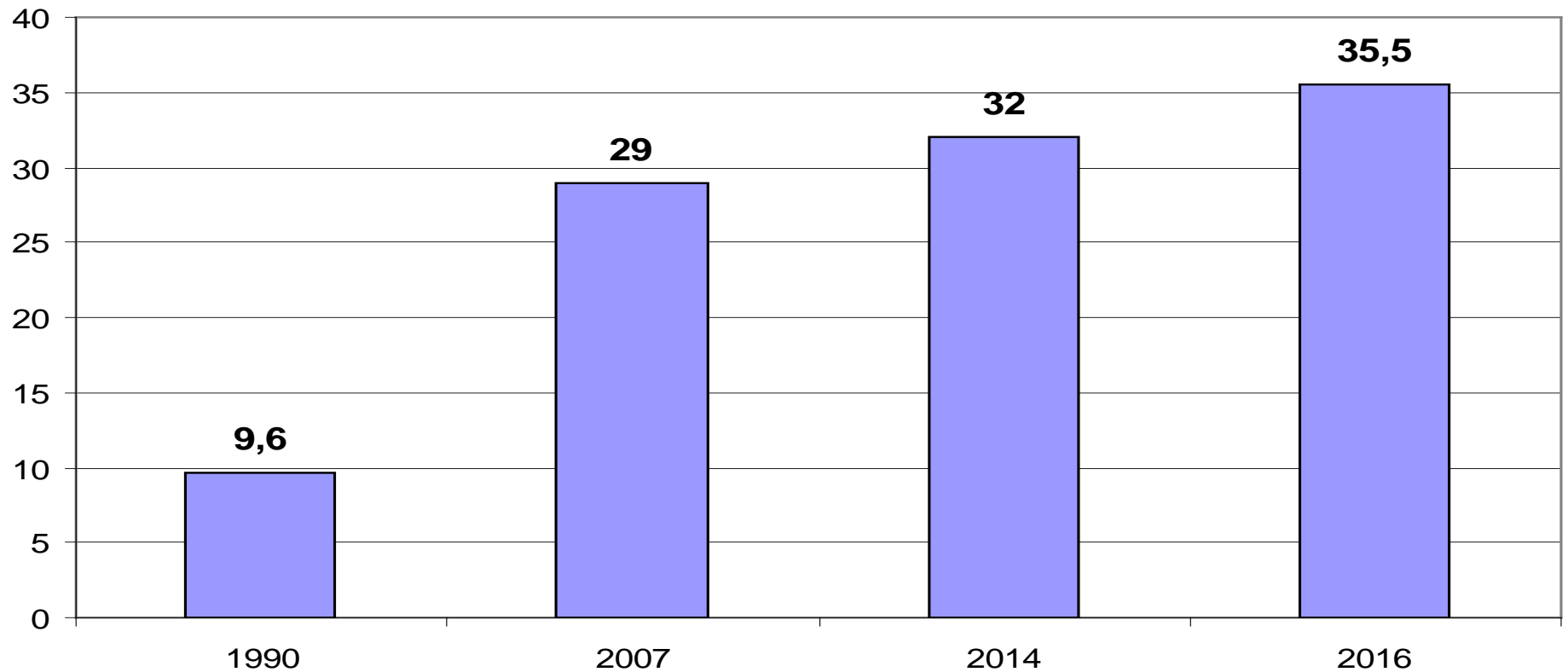


Value at current prices (Billions of dollars)

Item

	1990	2005–2007 (pre-crisis average)	2014	2015	2016
FDI inflows	205	1 426	1 324	1 774	1 746
FDI outflows	244	1 459	1 253	1 594	1 452
FDI inward stock	2 197	14 496	25 108	25 191	26 728
FDI outward stock	2 254	15 184	24 686	24 925	26 160

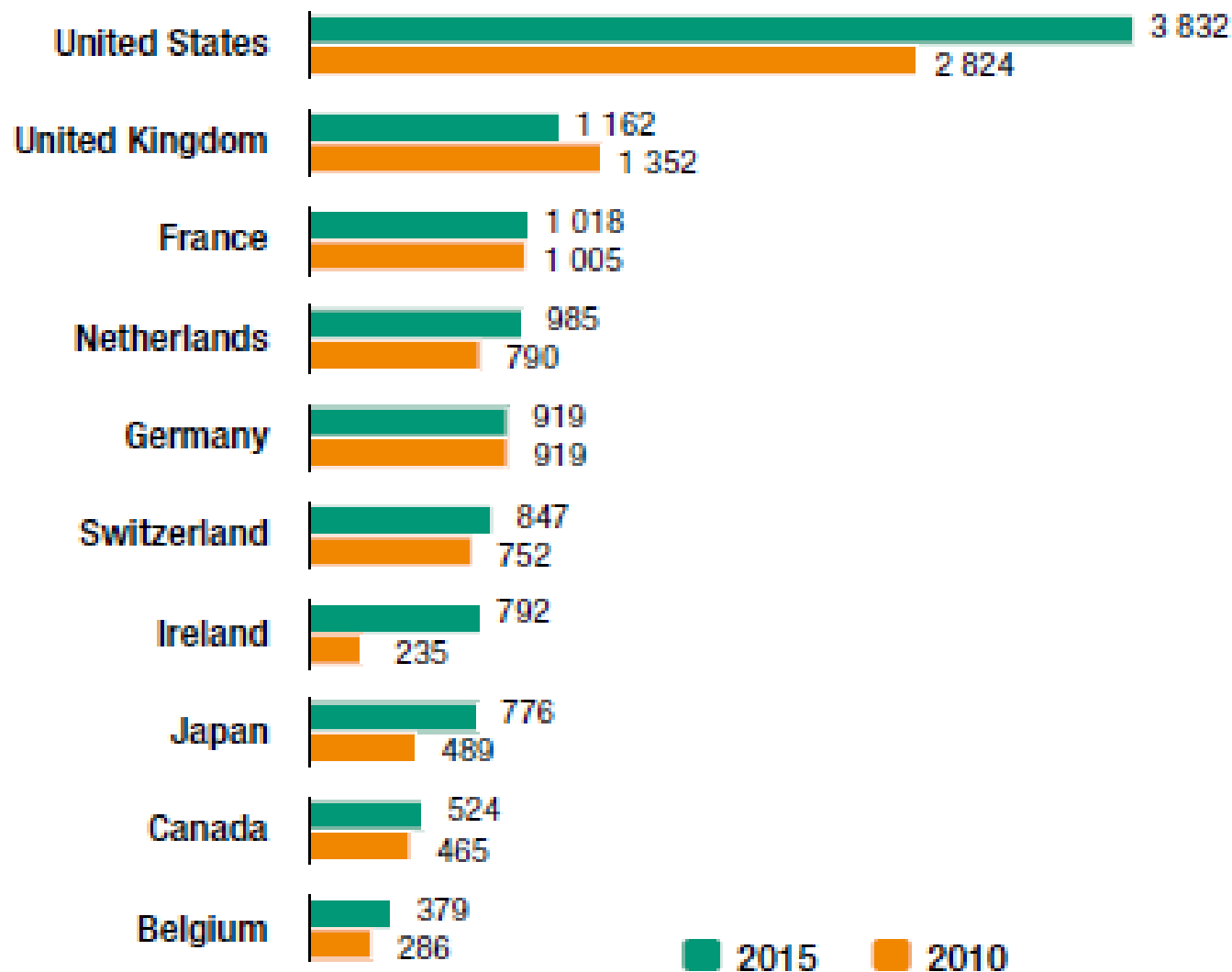
**Stock mondial d'IDE en % du PIB mondial**



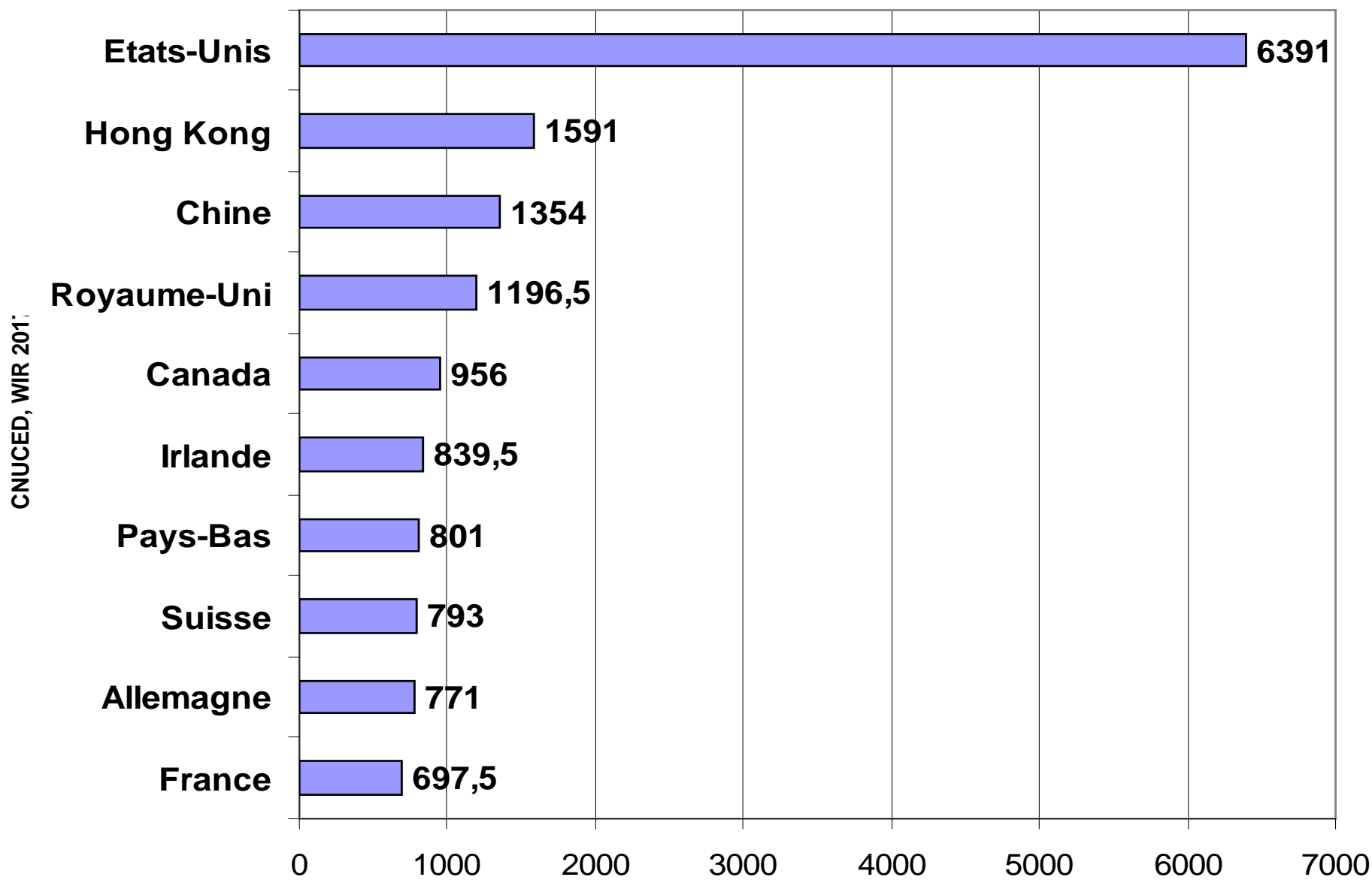
# Les 10 pays qui détiennent le plus d'IDE dans le monde

Figure A.

Top 10 investor economies by FDI stock, 2010 and 2015 (Billions of dollars)



# Les 10 premiers pays ayant reçu le stock d'IDE le plus important en 2016 en milliards \$



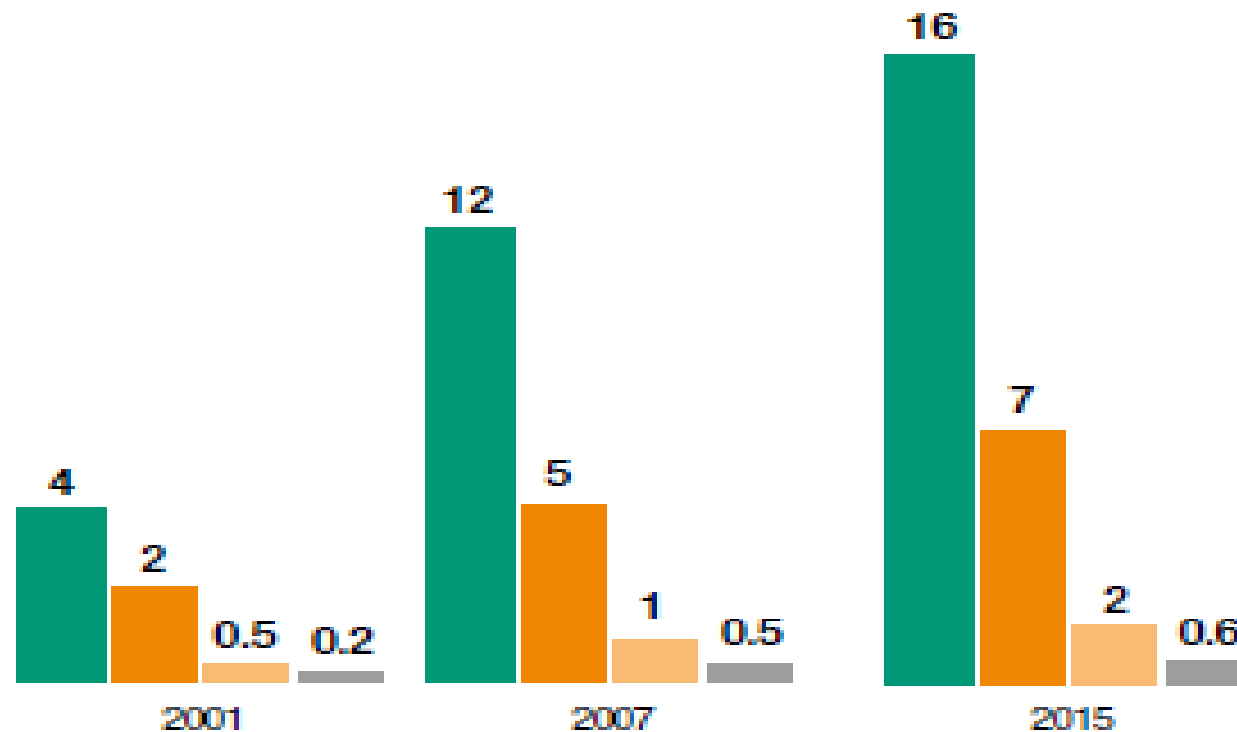
CNUCED, WIR 2017

On pense en général que les IDE mondiaux servent d'abord à produire des biens (sous entendu pour profiter des bas coûts de main d'œuvre).

En réalité les services représentent 62.5% du stock d'IDE mondial.

### Stock par secteur d'activité en milliers de milliards \$

■ Services ■ Manufacturing ■ Primary ■ Unspecified



### 3. Les IDE en France et de la France

La France est un acteur important de l'économie-monde, sans doute plus par ses investissements à l'étranger et de l'étranger, que par ses exportations et ses importations.

Globalement, la France investit plus à l'étranger qu'elle ne reçoit d'investissements : en 2016 par exemple, la France a reçu pour 28.352 milliards \$ d'investissements alors qu'elle a investi 57.328 milliards \$.

En termes de stocks, la France détient en 2016 pratiquement 562 milliards \$ de plus à l'étranger que l'étranger n'en détient en France.

Si on s'intéresse néanmoins aux IDE reçus, c'est principalement parce qu'ils sont créateurs d'emplois, et d'emplois souvent relativement qualifiés.

En 2016 les investissements étrangers en France ont permis de créer ou de sauver 30 108 emplois, et ce chiffre est à peu près identique depuis 10 ans.

# SYNTHÈSE 2016

## Investissements étrangers en France



1 117

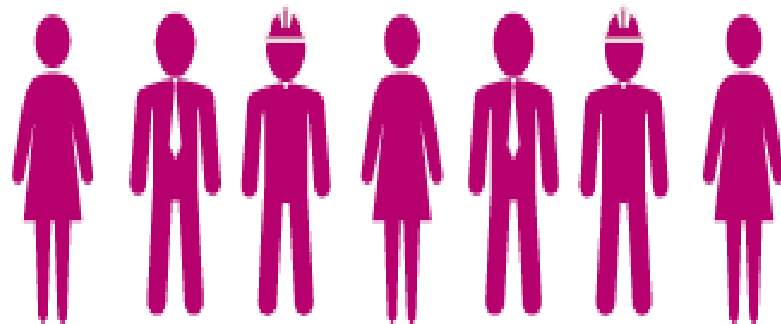


DÉCISIONS  
D'INVESTISSEMENT  
PHYSIQUE



30 108

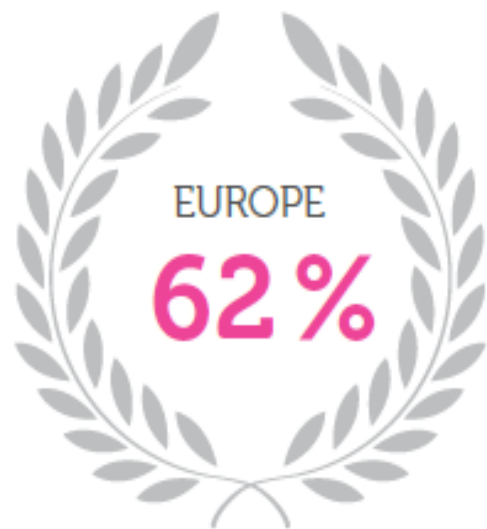
EMPLOIS  
créés ou  
maintenus



Nous remarquons que l'essentiel des projets d'investissements réalisés en France le sont par des pays développés. Ceci nous conduira, lors de la prochaine séance, à nous interroger sur les buts des entreprises qui investissent en France. C'est une réflexion stratégique cruciale.

## ORIGINE DES PROJETS D'INVESTISSEMENT

51 PAYS CONTRE 47 EN 2014



**20 %**  
AMÉRIQUE  
DU NORD

**12 %**  
ASIE



**17 %** ALLEMAGNE



**16 %** ÉTATS-UNIS



**13 %** ITALIE



**8 %** ROYAUME-UNI



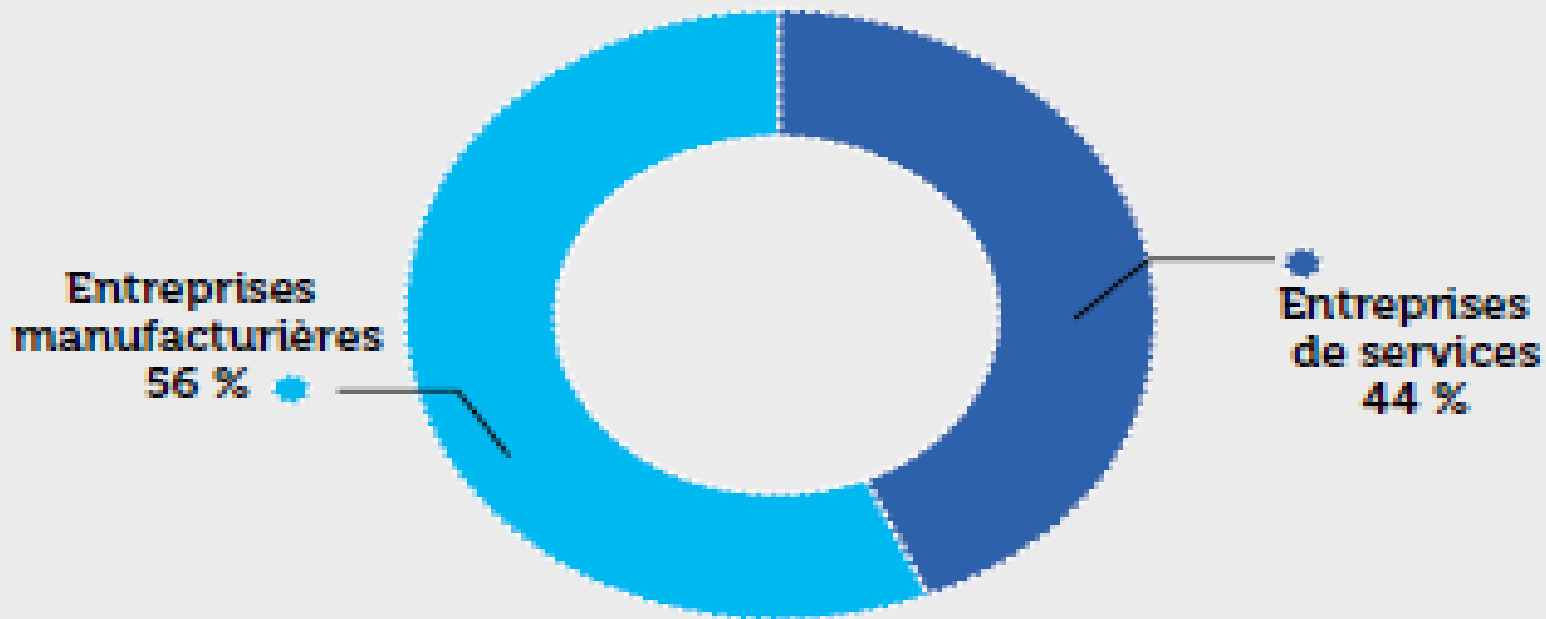
**6 %** JAPON

FORTE PROGRESSION DES DÉCISIONS D'INVESTISSEMENT EN PROVENANCE  
DE L'ITALIE (+ 68 %) ET DE L'ALLEMAGNE (+ 35 %)

Nous pouvons remarquer une « petite » curiosité : alors que la France passe pour être davantage un pays de services que d'industrie, la majorité des investissements étrangers en France concerne pourtant le secteur industriel.

**FIG. 10 Répartition des projets entre le secteur manufacturier et les services**

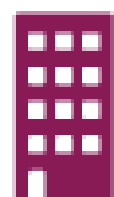
.....





# NOMBRE DE PROJETS ET D'EMPLOIS PAR TYPE D'OPÉRATION

CRÉATION



**569**  
projets



**11 520**  
emplois

EXTENSION



**452**  
projets



**12 391**  
emplois

REPRISE

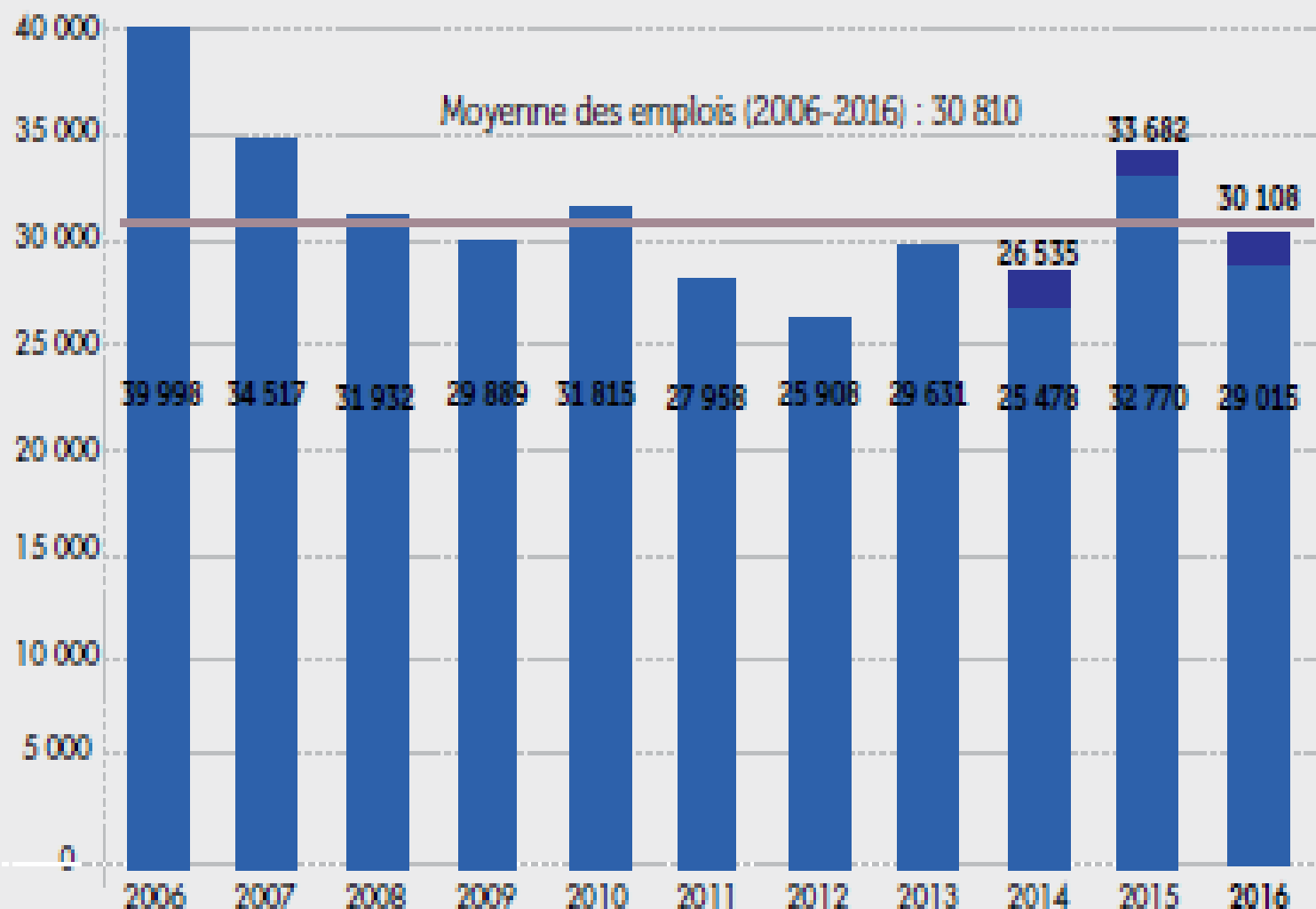


**96**  
projets



**6 197**  
emplois

**FIG. 2 Évolution du nombre d'emplois depuis 2006**



La France investit donc également à l'étranger. Dans l'imaginaire collectif, il s'agit principalement de délocalisations pour profiter de coûts de main d'œuvre plus attractifs. Sous entendu : la main d'œuvre française serait trop chère.

Mais, même si en effet des entreprises françaises se délocalisent, il ne semble pas que ce soit, et de loin, le motif essentiel de l'investissement français à l'étranger.

Preuve en est : 47% des IDE de la France sont à destination des pays de la zone euro (dont les coûts de main d'œuvre sont très proches des nôtres), 30% de nos IDE se font vers le reste de l'Europe (donc y compris les pays de l'est de l'Europe) et 6% vers les autres pays industrialisés.

Les IDE vers les pays en développement ne représentent donc que 17% du total de nos IDE, et parmi eux une partie est à destination de pays exportateurs de matières premières agricoles ou minières.

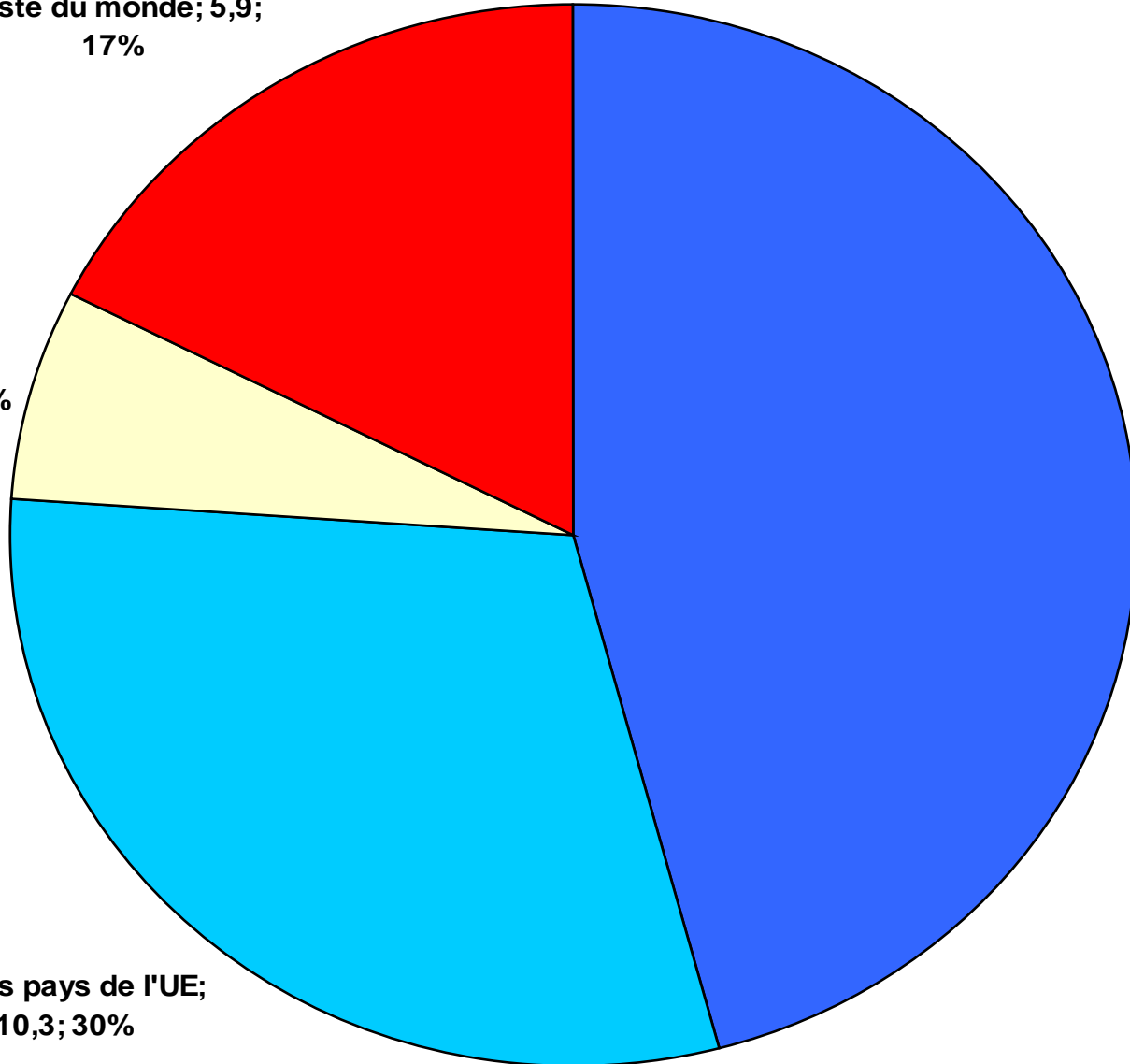
# Destination des IDE de la France en 2015 en milliards € et en % du total (Insee, Tableaux de l'économie française 02/03/2017)

Reste du monde; 5,9;  
17%

Autres pays  
industrialisés; 2,2; 6%

Zone euro; 15,5; 47%

Autres pays de l'UE;  
10,3; 30%



**Nous sommes donc amenés à constater que le motif de délocalisation pour coûts de main d'œuvre n'est absolument pas le plus déterminant (et cette analyse sera globalisée lors de la prochaine séance).**

**Il y a donc des pertes d'emplois en France liées aux délocalisations : selon l'Insee elles représenteraient chaque année en moyenne 13 500 emplois, soit 37% des pertes d'emplois industriels.**

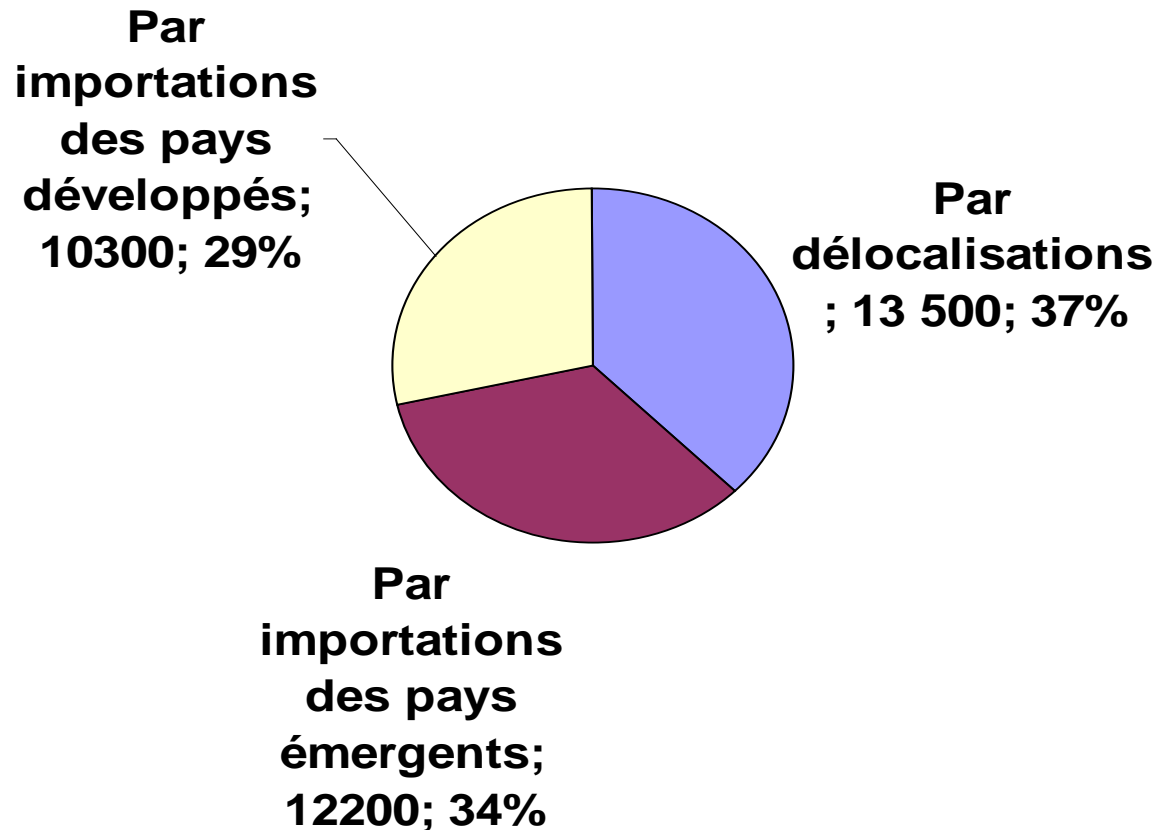
**Ces pertes sont à mettre en rapport avec les 30 000 emplois créés en France par l'investissement international.**

**Il faut néanmoins prendre ce chiffre de 13 500 avec beaucoup de prudence, et il semble sous estimé :**

- d'une part, il ne tient pas compte des pertes d'emplois indirectes : quand une usine ferme pour cause de délocalisations, il y a également des pertes dans le commerce, les services publics...**

- il ne tient compte que des délocalisations industrielles et pas des délocalisations de services (certes moins nombreuses).**

# Estimation des pertes d'emplois dans l'industrie en 2014 : total : 36 000 (Insee, Tableaux de l'économie française 27 Juin 2015)



- ce chiffre n'inclut pas non plus les pertes d'emplois dues aux « délocalisations » de filiales d'entreprises étrangères installées en France (le fameux exemple de Whirlpool à Amiens)

- il n'inclut pas également les pertes d'emplois dues à la concurrence des entreprises qui se sont délocalisées et qui réimportent des produits en France.

Néanmoins, en sens inverse, les pertes d'emplois dues aux délocalisations ne signifient pas que ces emplois n'auraient pas de toute façon été perdus même sans délocalisation, du fait de la concurrence internationale.

Plus largement, toutes les études estiment que les délocalisations sont responsables de 5 à 10% des pertes d'emplois chaque année en France.

Entre 2012 et 2014 la France a détruit 236 000 emplois. On peut donc estimer que les délocalisations sont responsables de 11 800 à 23 600 emplois perdus sur cette période.

**Pour conclure, il nous faudra lors de la prochaine séance nous poser deux questions essentielles pour l'avenir de notre pays :**

**- quelles sont les motivations des entreprises étrangères qui viennent s'implanter en France ?**

**En particulier, ces entreprises viennent-elles chercher des coûts de main d'œuvre faibles ou autre chose ?**

**- pourquoi les entreprises françaises investissent-elles à l'étranger ? Là aussi, la recherche de faibles coûts est-elle la raison principale ?**

**L'avenir économique et social de notre pays dépend de la justesse de la réponse à ces deux questions, et beaucoup d'économistes estiment qu'une grande partie de nos difficultés actuelles vient précisément du fait que nous nous sommes trompés pendant des années.**